

L'urgence d'une histoire du

Sous l'expression de « mondialisation » s'est progressivement dessinée la conscience d'une interdépendance croissante des différentes sociétés formant l' « écoumène », soit l'ensemble de l'humanité sur terre. Une évolution qui pose la (très ancienne) question d'une histoire du monde.

Christian GRATALOUP, géographe,
professeur à l'université Paris 7-Denis-Diderot

Le changement de perception que suppose, depuis une trentaine d'années, la notion de « mondialisation »⁽¹⁾, signifie-t-il qu'auparavant l'idée d'humanité était floue? Non, c'est en fait le sous-entendu de l'idée de progrès, celui d'une histoire commune, qui contraignait la perspective historique. Que ce soit sous une forme capitaliste ou soviétique, il était difficile de ne pas se situer au fil d'un modèle évolutionniste linéaire. Il y avait des économies avancées et d'autres en voie de développement. L'idée de mondialisation traduit surtout la fin d'une assurance, celle d'être en avance.

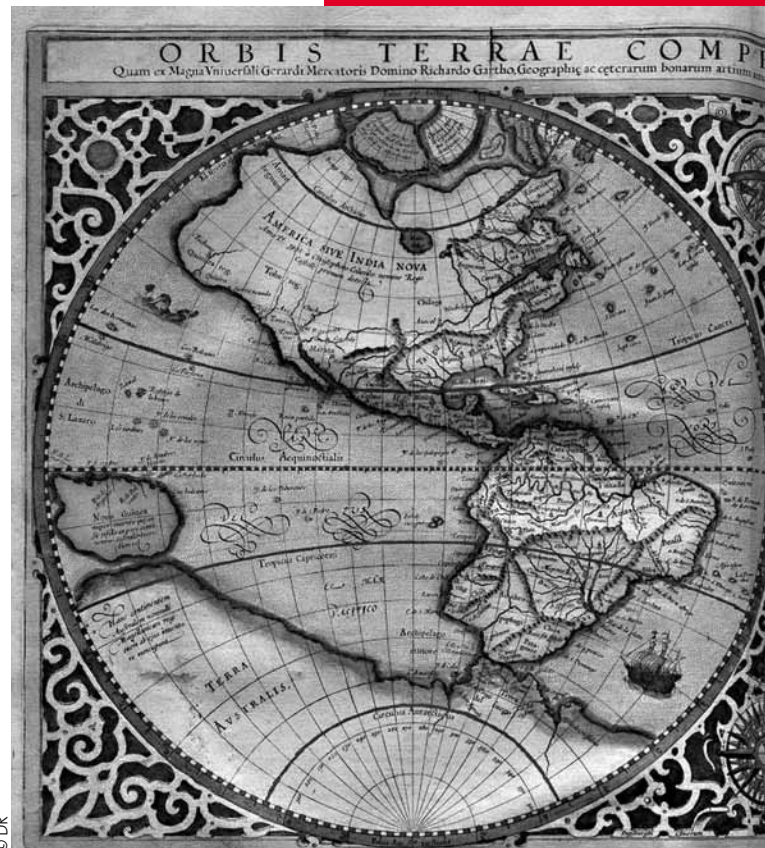
Chez les vieux Occidentaux, sous l'étiquette (large) de la « post-modernité » ou bien au « Sud »⁽²⁾, avec les démarches dites « post-coloniales », la fin des « grands récits » a laissé en plan toutes les fresques d'évolution. A la suite de ce tournant mental, nous venons de vivre deux bonnes décennies de fragmentation, de scepticisme assumé, de primat de l'éclat sur la vue d'ensemble, de *micro storia* plutôt que de « grammaire des civilisations ». Aujourd'hui, les recompositions perceptibles dans le présent et le futur proche nécessitent une mise en perspec-

tive nouvelle du passé. Il n'est pas question, évidemment, de regretter les visions téléologiques. Il faut néanmoins faire avec ce qui peut sembler une nostalgie des récits nationaux, dont peut témoigner l'actuel débat sur une « Maison de l'histoire de France ». Le besoin de se situer dans une dynamique historique n'est pas à négliger, dans un monde de plus en plus incertain. La possibilité de restaurer ce qu'on a pu qualifier de « *roman national* », selon l'expression popularisée par Pierre Nora, semble peu probable dans les pays d'Europe occidentale –, ce qui ne signifie pas que cette vision déterministe se porte forcément mal ailleurs. L'affaiblissement des débats sur les programmes scolaires

d'histoire-géographie en France témoigne d'un consensus mou, sans grande vision, de relâchement de l'évidence d'une identité partagée et d'une vision commune de l'histoire du monde.

Dépasser le roman universel européen

On pourrait supposer la cause entendue depuis longtemps. Des critiques aiguës, dès les années 1960, ont accompagné la fin d'une histoire dite rétrospectivement mythologique⁽³⁾. La suspension des programmes d'histoire de l'école élémentaire en 1968, qui fut effective durant une dizaine d'années, valu acte de décès. Mais ranger aux rayons brocante et nostalgie les images d'Epinal de l'histoire de France



(1) Le mot « mondialisation » devient banal au tout début des années 1980. C'est à ce moment-là qu'il fait son entrée dans *Le Petit Robert* et *Le Petit Larousse illustré*.

(2) Parler de « Sud » (et de « Nord ») est synchrone de la banalisation du mot « mondialisation ». On peut dater cet usage des points cardinaux du « Rapport Brandt », sur le développement, publié en 1980 (« Nord-Sud: un programme de survie »).

(3) La formule « histoire mythologique » vient de *L'Histoire mythologique des Français*, de Claude Billard et Pierre Guibert, éditions Galilée, 1976. La critique la plus décapante a été celle de Suzanne Citron, *Le Mythe national: l'histoire de France revisitée*, Editions de l'Atelier, 2008 (seconde édition). Voir également Laurence de Cock, Emmanuelle Picard (dir.), *La Fabrique scolaire de l'histoire*, Agone, 2009.

monde



et de sa scène territoriale, au nom d'une histoire qui se qualifierait volontiers elle-même de scientifique, n'est pas sans laisser un sentiment d'opposition de classe. C'est la tradition de l'école du peuple, celle dont les enseignants «*récitaient l'histoire de France comme un office divin*», ainsi que disait Braudel de son instituteur, dont le récit déroulé s'est évanoui. En revanche, les avatars masqués d'une histoire universelle, pourtant obsolète, ne se portent pas si mal. Si la tradition de l'école primaire s'inscrivait dans un cadre strictement national, celle du lycée se voulait beaucoup plus universelle. Jusqu'aux années 1960 comprises, avec l'échec de la réforme inspirée par Fernand Braudel, la

Il n'y a rien de scandaleux qu'une société fasse le choix de mettre l'accent sur l'histoire qu'elle considère comme la sienne. Cette contribution à l'imaginaire collectif ne devient dangereuse que lorsqu'on considère le récit collectif comme immanent.

Les processus de diffusion de l'Homo sapiens, contraints par la répartition des terres et des mers, par celle des reliefs et des milieux bioclimatiques, mais aussi soumis aux logiques proprement sociales de fragmentation et de diversification en de multiples sociétés, produisent une répartition mouvante et profondément différenciée de l'écoumène.

Mappemonde dessinée par Gérard Mercator, mathématicien et géographe flamand, en 1569.

frise historique est simple : sans totalement oublier les origines «*orientales*» de la civilisation, tout commence avec le miracle grec. Les mondes hellène et romain ont été depuis longtemps naturalisés «*européens*», même si les traces de leurs héritages sont tout autant perceptibles au sud et à l'est de la Méditerranée. A partir de ce moment fondateur semble se dérouler un processus plutôt linéaire, dont les sociétés européennes sont les acteurs séminaux, qui aboutit au monde contemporain. Sous des formes successives d'histoires universelles, de la version chrétienne de Bossuet au déterminisme historique hégélien, le récit a été constamment réécrit sous forme de variations autour d'une même flèche du temps.

Mais une seule temporalité suppose également l'unité de lieu. Comment situer d'autres histoires ? Ce n'est pas qu'une question de plan, de table des matières. La réponse la plus facile, quoique souvent implicite, a été de ramener l'espace au temps ; les autres sociétés étaient considérées comme réductibles à des étapes de cette unique évolution : les «*Autres*» devenaient des «*Nous*» dans le passé, certains sans doute «*en avance*» jusqu'à la fin de notre Moyen Âge, puis

tous irréductiblement en retard. Alors, les civilisations les plus hétérogènes ne pouvaient être pensées qu'en deçà du processus; l'Afrique noire n'était pas encore entrée dans l'Histoire. On se souvient de la résurgence de ce phantasme hégélien dans le discours de Dakar du président Sarkozy le 26 juillet 2007⁽⁴⁾.

Néanmoins, ne nous trompons pas : cette idéologie de l'histoire n'est pas sans quelques rapports avec la réflexion scientifique. C'est d'abord vrai pour des raisons institutionnelles, particulièrement en France. La discipline universitaire historique est structurée selon les quatre périodes, Antiquité, Moyen Age, Temps modernes, époque contemporaine, qui dérivent directement du modèle d'évolution centré sur l'Europe; en particulier les deux périodes les plus anciennes y ont là, et seulement là, vraiment sens. Or, que ce soit les structures des diplômes ou des questions de concours, les organisations professionnelles, les revues, tout contribue à conforter cette partition. De ce fait, les histoires des sociétés éloignées n'y trouvent pas leur place. La logique est systémique : pourquoi recruter un enseignant spécialiste des Polynésiens ou de Nazca, puisqu'il ne pourra préparer les concours ? Comment pourrait-on imposer à un recrutement national des questions que beaucoup d'universités ne pourraient préparer ?

La question d'une géographie des histoires

Il n'y a rien de scandaleux qu'une société fasse le choix de mettre l'accent sur l'histoire qu'elle considère comme la sienne, que ce soit en volume de crédits ou de postes de chercheurs, en part de programmes scolaires, comme en parutions de livres et de revues ou en émissions de télévision. Cette contribution à l'imaginaire collectif est toujours une création au présent, et ne devient dange-

L'occultation, y compris au moment où l'Europe devient centrale et organise le monde autour d'elle, des autres histoires plus locales, aveugle les dynamiques qui limitent, remettent en cause cette européanité du monde et préfigurent le monde à venir.

reuse que lorsqu'on considère le récit collectif comme immanent. Il ne peut prendre sens que confronté à d'autres récits. A partir du moment où l'on prend conscience du caractère réducteur de l'histoire envisagée encore naguère comme « universelle », se pose le redoutable problème de la mise en scène (dans la recherche, dans l'enseignement) de la polyphonie des histoires humaines.

La rhétorique académique disjoint, dans une pure tradition occidentale de distinction de l'espace et du temps, le récit du tableau, le diachronique du synchronique. On peut donc, comme Patrick Boucheron vient de le faire, brosser un magnifique portrait du *Monde au XV^e siècle*⁽⁵⁾. On peut aussi suivre les récits de parties de ce puzzle. Mais comment articuler les deux ? Cela suppose de penser l'histoire humaine dans la simultanéité du tout et des parties. C'est là que le géographe a, peut-être, son mot à dire.

Une histoire à l'échelle de l'humanité

Il existe, en effet, une géographie des histoires. Les processus de diffusion de l'*Homo sapiens*, contraints par la répartition des terres et des mers, par celle des reliefs et des milieux bioclimatiques, mais aussi soumis aux logiques proprement sociales de fragmentation et de diversification en de multiples sociétés constamment décomposées et recomposées, toujours métisses, jamais pures (sauf dans les phantasmes identitaires précédemment évoqués), toujours en transitions historique et spatiales, produisent une répartition mouvante et profondément différenciée de l'écoumène. C'est de cette cartographie qu'il faudrait partir.

A cette condition, il n'y a rien d'anormal à considérer que des sociétés ont pu être plus connectées à d'autres; qu'elles ont pu,

dans des configurations géohistoriques données, être plus centrales. Réciproquement, d'autres groupes humains se sont trouvés dans des situations plus périphériques, voire marginales. Ces situations géographiques sont celles d'historicités différentes. On a, pour partie au moins, l'histoire de ses voisins. Tout dépend du nombre de voisins, des rapports de forces (géopolitiques, culturels, économiques...) qu'on entretient avec eux. Tout dépend aussi des processus de différenciation qui produisent et reproduisent ces sociétés comme différentes ou, au contraire, les fusionnent.

Du XVI^e au début du XX^e siècle, le tissage d'un niveau mondial de plus en plus serré, réalisé par les Européens, donne un sens à une histoire à l'échelle de l'humanité. C'est dans ce contexte que l'histoire générale monolinéaire décrite plus haut a pu se maintenir, y compris dans un discours par ailleurs rationnel. Evidemment, si l'on veut travailler les histoires antérieures aux « grandes découvertes » (expression inventée au XIX^e siècle), la question est plus complexe. Cela permet de supposer que l'occultation - y compris au moment où l'Europe devient centrale et organise le monde autour d'elle - des autres histoires plus locales, même si elles peuvent parfois peser plus lourd, en nombre d'hommes ou en puissance économique, que celle des Européens, aveugle les dynamiques qui limitent, remettent en cause cette européanité du monde et préfigurent le monde à venir. La question d'une géographie des histoires n'est donc pas seulement un problème de mise en scène, voire de table des matières, d'une histoire antérieure à la fabrication, par les Européens, d'un niveau proprement mondial. Orchestrer la polyphonie des temporalités historiques est également un problème pour l'histoire du XVIII^e ou du XXI^e siècle. ●

(4) Adame Ba Konare (dir.), *Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy*, éditions Papyrus Afrique, Dakar, 2009.

(5) Patrick Boucheron (dir.), *Histoire du monde au XV^e siècle*, Fayard, 2009.